

Unité interdépartementale Drôme-Ardèche
Plateau de Lautagne
3 Avenue des Langories
26 000 VALENCE

Valence, le 31/08/2023

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 31/07/2023

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

Société PATRIZIA

ZAC DE CHAFFIT

26 800 Portes-lès-Valence

Référence : 20230831-RAP-DAEN0851

Code AIOT : 0010300158

1) Contexte

La société PATRIZIA FRANKFURT KAPITALVERWALTUNGSGESELLSCHAFT MBH, Siren n°432086379, dont le siège situé en Allemagne à l'adresse Untermainanlage 1, 60549 FRANKFURT Am Main, est désignée dans la suite du présent rapport « PATRIZIA ». Il s'agit de la société bénéficiaire de l'autorisation d'exploiter l'entrepôt de Portes-Les-Valence objet de la visite d'inspection.

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 31/07/2023 dans l'établissement PATRIZIA implanté ZAC DE CHAFFIT - ZI de la Motte Rue du Commandant Cousteau 26 800 Portes-lès-Valence. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

La visite a été réalisée afin de suivre les suites données par l'exploitant à l'arrêté de mise en demeure du 09/05/2022 (système d'extinction automatique), ainsi que sur la mise en conformité des moyens en eau pour la défense extérieure contre l'incendie et la rétention des eaux d'extinction.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- PATRIZIA
- ZAC DE CHAFFIT - ZI de la Motte Rue du Commandant Cousteau 26800 Portes-lès-Valence
- Code AIOT : 0010300158
- Régime : Enregistrement
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non IED

La société PATRIZA est autorisée à exploiter un bâtiment logistique comportant 6 cellules de stockage sur la commune de Portes-Les-Valence. L'entrepôt a initialement été autorisé par arrêté préfectoral du 25/10/2013. Trois locataires sont actuellement présents dans les cellules : la société Vilmorin jardin (cellules 1 à 3), la société Skipper (cellule 4) et la société SOGAL (cellules 5 et 6).

L'entrepôt relève désormais du régime de l'enregistrement sous la rubrique 1510. Des installations relevant du régime de la déclaration sont aussi exploitées relevant des rubriques suivantes : 2410 (travail du bois), 2260 (broyage concassage, etc.), 2910 (chaufferie) et 2925 (ateliers de charge).

Les thèmes de visite retenus sont les suivants (en lien avec la précédente visite) :

- suivi de l'arrêté de mise en demeure (système d'extinction automatique),
- moyens de défense extérieure contre l'incendie,
- rétention des eaux d'extinctions.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

À chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - les observations éventuelles ;
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Pour des faits engageant peu la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, une lettre de suites sera transmise avec une demande de mise en œuvre d'action corrective dans un délai donné. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection	Délais (1)
6	Maintenance du système d'extinction automatique	AP Complémentaire du 25/10/2013, article 6.21 de l'annexe	Lettre de suite	1 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Situation après la dernière visite
1	NC4_2022 – Risque pollution par eaux extinction	AP Complémentaire du 25/10/2013, article 4.7.4 de l'annexe	Susceptible de suites administratives	Écart clos
2	NC7_2022 – Opérations de maintenance en dehors de l'atelier	AP Complémentaire du 25/10/2013, article 6.5 de l'annexe	Susceptible de suites administratives	Écart clos
3	NC2_2022 – Moyens de lutte contre l'incendie – PI (débit)	AP Complémentaire du 25/10/2013, article 6.12 de l'annexe	Susceptible de suites administratives	Écart clos
4	NC3_2022 – Moyens de lutte contre l'incendie – PI (maillage)	AP Complémentaire du 25/10/2013, article 6.12 de l'annexe	Susceptible de suites administratives	Écart clos
5	NC3_2016 – Problème de fonctionnement du sprinkler	AP Complémentaire du 25/10/2013, article 6.21 de l'annexe	Avec suites : mise en demeure (respect de prescription)	Écart clos

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Plusieurs non-conformités avaient été relevées lors de la précédente visite d'inspection, ainsi qu'à l'occasion des vérifications sollicitées à la suite de cette visite, concernant notamment les moyens de défense contre l'incendie et la gestion des eaux d'extinction en cas d'incendie. La mise en conformité de l'installation d'extinction automatique avait fait l'objet d'une mise en demeure.

La visite réalisée le 31/07/2023 et les justificatifs transmis par l'exploitant ont permis de constater que les installations ont été mises en conformité. Pour ce qui concerne l'installation d'extinction automatique, des nouveaux justificatifs sont sollicités à la suite de nouveaux écarts mis en évidence lors du dernier contrôle.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : NC4_2022 – Risque pollution par eaux extinction

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 25/10/2013, article 4.7.4
Thème(s) : Risques accidentels, Action Coup de Poing
Point de contrôle déjà contrôlé : <ul style="list-style-type: none">• lors de la visite d'inspection du 10/03/2022• type de suites qui avaient été actées : Susceptible de suites administratives• date d'échéance qui a été retenue : 30/04/2022
Prescription contrôlée : « 4.7.4 - Bassin de confinement <i>Un dispositif de confinement des eaux accidentellement polluées, notamment lors de l'extinction d'un incendie ou d'une pollution accidentelle y compris des eaux pluviales, est réalisé avec un volume minimal de 1 500 m³. Ces eaux s'écoulent dans ce dispositif par phénomène gravitaire ou par un dispositif de pompage dont l'efficacité en situation d'accident peut être démontrée.</i> (...) »
Constats : <u>Constat du 10/03/2022 :</u> « L'exploitant n'a pas justifié du volume de rétention des eaux d'incendie. Il indique que les volumes de rétention sont prévus dans les quais de chargement camions. L'exploitant transmettra les éléments justificatifs d'ici le 30/04/2022. » <u>Constat du 31/07/2023 :</u> Le représentant de l'exploitant a transmis, par divers courriels transmis à l'inspection des installations classées entre mai 2022 et juillet 2023, différents justificatifs de mise en conformité en réponse aux constats réalisés à l'occasion de la visite du 10/03/2022. Après la visite du 10/03/2022, l'exploitant avait identifié un écart sur les capacités de rétention disponibles et transmis un plan de mise en conformité, avec la création de deux bassins étanches en amont des bassins d'infiltration des eaux pluviales, permettant d'assurer une capacité de rétention des eaux d'incendie ou de toute pollution accidentelle supérieure à 1 500 m ³ . Lors de la visite du 31/07/2022, l'inspection a constaté la présence des nouveaux bassins de rétention, avec des travaux d'étanchéité en cours. Le réseau des eaux pluviales a été modifié en conséquence, avec la présence des vannes d'obturation asservies au fonctionnement du sprinkler afin d'isoler les bassins d'infiltration en cas d'incendie. Au regard des éléments déjà transmis et constats réalisés lors de la visite, l'inspection considère que l'écart relevé à la suite de la visite du 10/03/2022 peut être soldé. Il est néanmoins demandé la transmission de justificatifs de réception des installations. <u>Demande n°1 :</u> L'exploitant transmet sous 1 mois, les justificatifs suivants : volume des bassins de rétention (relevé géomètre par exemple), fonctionnement des dispositifs d'isolement (contrôle du dispositif à réception). Le plan des réseaux mis à jour est transmis sous 2 mois (plan visé au point 1.6.1 de l'arrêté ministériel du 11/04/2017).
Type de suites proposées : Sans suite administrative
Proposition de suites : Sans objet

N° 2 : NC7_2022 – Opérations de maintenance en dehors de l'atelier

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 25/10/2013, article 6.5 de l'annexe
Thème(s) : Risques accidentels, Incendie
Point de contrôle déjà contrôlé : <ul style="list-style-type: none">• lors de la visite d'inspection du 10/03/2022• type de suites qui avaient été actées : Susceptible de suites administratives• date d'échéance qui a été retenue : 30/09/2022
Prescription contrôlée : <p>« 6.5 – (...)</p> <p><i>En vue de prévenir la propagation d'un incendie à l'entrepôt ou entre parties de l'entrepôt, celui-ci vérifie les conditions constructives minimales suivantes :</i></p> <p><i>* (...)</i></p> <p><i>* les ateliers d'entretien du matériel et les locaux techniques sont isolés par une paroi et un plafond coupe-feu de degré 2 heures ou situés dans un local distant d'au moins 10 mètres des cellules de stockage. Les portes d'intercommunication sont coupe-feu de degré 2 heures et sont munies d'un ferme-porte ;</i></p> <p><i>* (...) »</i></p>
Constats : <p><u>Constat du 10/03/2022 :</u></p> <p><i>« Les opérations de maintenance courantes par point chaud sont effectuées dans la cellule C3 de Vilmorin. Ces opérations sont faites dans une zone située à proximité de piles de palettes bois et ne sont pas dans un local coupe-feu ou distant de l'entrepôt de 10 m. L'exploitant doit prendre les dispositions nécessaires pour que les opérations d'entretien du matériel soit effectué dans un local dédié d'ici le 30/09/2022. Dans l'attente du respect de la disposition préfectorale, un éloignement minimal de 4 m des matières combustibles doit être observé vis-à-vis de la zone maintenance et des permis de feu doivent être délivrés à chaque fois que des opérations par point chaud sont réalisées. »</i></p> <p><u>Constat du 31/07/2023 :</u></p> <p>Le représentant de l'exploitant a transmis, par divers courriels transmis à l'inspection des installations classées entre mai 2022 et juillet 2023, différents justificatifs de mise en conformité en réponse aux constats réalisés à l'occasion de la visite du 10/03/2022.</p> <p>Après la visite du 10/03/2022, l'exploitant a décidé de construire un local de maintenance muni de murs, plafond, fenêtre et portes coupe-feu 2 h, sprinklé. Lors de la visite du 31/07/2022, l'inspection a constaté la présence de ce local et de la protection incendie.</p> <p>Au regard des éléments déjà transmis et constats réalisés lors de la visite, l'inspection considère que l'écart relevé lors de la visite du 10/03/2022 est soldé. Il n'est pas demandé de justificatifs complémentaires.</p>
Type de suites proposées : Sans suite administrative
Proposition de suites : Sans objet

N° 3 : NC2_2022 – Moyens de lutte contre l'incendie – PI (débit)

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 25/10/2013, article 6.12 de l'annexe
Thème(s) : Risques accidentels, Action Coup de Poing
Point de contrôle déjà contrôlé : <ul style="list-style-type: none"> • lors de la visite d'inspection du 10/03/2022 • type de suites qui avaient été actées : Susceptible de suites administratives • date d'échéance qui a été retenue : 30/09/2022
Prescription contrôlée : <i>« 6.12 – L'entrepôt doit être doté de moyens de lutte contre l'incendie appropriés aux risques et conformes aux normes en vigueur, notamment :</i> <i>- d'un réseau d'incendie constitué de 5 bornes Incendie, régulièrement réparties tout autour du bâtiment (...) Ce réseau doit pouvoir délivrer un débit au minimum de 300 m³/h pendant au moins 2 heures (...)</i> <i>(...) »</i>
Constats : <u>Constat du 10/03/2022 :</u> <i>« Le rapport de la société SDER du 10/01/2022 indique des débits unitaires par poteau incendie sous 1 bar compris entre 123 et 92 m³/h. Le débit simultané sur uniquement deux poteaux est de 139 m³/h pour les deux poteaux mesurés. L'exploitant doit justifier d'un débit simultané de 300 m³/h d'ici le 30/09/2022. »</i> <u>Constat du 31/07/2023 :</u> Le représentant de l'exploitant a transmis, par divers courriels transmis à l'inspection des installations classées entre mai 2022 et juillet 2023, différents justificatifs de mise en conformité en réponse aux constats réalisés à l'occasion de la visite du 10/03/2022. Après la visite du 10/03/2022, l'exploitant avait confirmé l'écart sur débit disponible sur le réseau pour assurer la lutte extérieure contre l'incendie (défaut de pression), ainsi que sur la répartition des bornes incendie. Un plan de mise en conformité a été transmis, prévoyant l'implantation de deux citernes souples de 180 m ³ et l'ajout d'un poteau d'incendie à l'angle nord-est du bâtiment. Lors de la visite du 31/07/2022, l'inspection a constaté la présence des citernes souples (avec pour chacune une aire d'aspiration et une vanne en prise directe 2 x 100 mm) et du poteau d'incendie. Au regard des éléments déjà transmis et constats réalisés lors de la visite, l'inspection considère que l'écart relevé à la suite de la visite du 10/03/2022 peut être soldé, sans justificatif complémentaire.
Type de suites proposées : Sans suite administrative
Proposition de suites : Sans objet

N° 4 : NC3_2022 – Moyens de lutte contre l'incendie – PI (maillage)

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 25/10/2013, article 6.12 de l'annexe
Thème(s) : Risques accidentels, Action Coup de Poing
Point de contrôle déjà contrôlé : <ul style="list-style-type: none">• lors de la visite d'inspection du 10/03/2022• type de suites qui avaient été actées : Susceptible de suites administratives• date d'échéance qui a été retenue : 30/09/2022
Prescription contrôlée : <p>« 6.12 – L'entrepôt doit être doté de moyens de lutte contre l'incendie appropriés aux risques et conformes aux normes en vigueur, notamment :</p> <p>- d'un réseau d'incendie constitué de 5 bornes Incendie, régulièrement réparties tout autour du bâtiment (...) et doit être maillé à partir de deux entrées sur le réseau communal.</p> <p>Les bornes incendies doivent être conformes aux normes NFS 61-213 et 62-200.</p> <p>(...) »</p>
Constats : <p><u>Constat du 10/03/2022 :</u></p> <p>« Le site dispose de 5 poteaux incendie privés. L'exploitant a présenté un plan des réseaux du 14/06/2005. Le réseau ne semble pas être maillé à partir de deux entrées sur le réseau communal. L'exploitant doit disposer d'un réseau maillé d'ici le 30/09/2022. »</p> <p><u>Constat du 31/07/2023 :</u></p> <p>Le représentant de l'exploitant a transmis, par divers courriels transmis à l'inspection des installations classées entre mai 2022 et juillet 2023, différents justificatifs de mise en conformité en réponse aux constats réalisés à l'occasion de la visite du 10/03/2022.</p> <p>Après la visite du 10/03/2022, l'exploitant avait confirmé l'écart concernant le maillage du réseau et transmis un plan de mise en conformité.</p> <p>Lors de la visite du 31/07/2022, l'inspection a simplement constaté la présence du nouveau poteau d'incendie dont la mise en place a été réalisée en même temps que le maillage du réseau. Le maillage réalisé a dû permettre une amélioration des débits disponibles sur le réseau (homogénéisation).</p> <p>Au regard des éléments déjà transmis et constats réalisés lors de la visite, l'inspection considère que l'écart relevé à la suite de la visite du 10/03/2022 peut être soldé. Il est néanmoins demandé la transmission de justificatifs complémentaires.</p> <p><u>Demande n°1 :</u> L'exploitant transmet sous 1 mois, les justificatifs suivants : documents concernant la réception des travaux de maillage du réseau et les débits disponibles sur les poteaux d'incendie après ces travaux (débit unitaire par poteau et en simultané).</p>
Type de suites proposées : Sans suite administrative
Proposition de suites : Sans objet

N° 5 : NC3_2016 – Problème de fonctionnement du sprinkler

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 25/10/2013, article 6.21 de l'annexe
Thème(s) : Risques accidentels, Moyens d'intervention
Point de contrôle déjà contrôlé : <ul style="list-style-type: none">• lors de la visite d'inspection du 10/03/2022• suites qui avaient été actées : Avec suites (mise en demeure, respect de prescription)• date d'échéance qui a été retenue : 30/09/2022 <p>L'arrêté de mise en demeure a été signé le 09/05/2022, imposant à son article 1^{er} le respect des dispositions de l'article 6.21 de l'arrêté préfectoral complémentaire du 25/10/2013 concernant le système d'extinction automatique de l'établissement (mise en conformité).</p>
Prescription contrôlée : <p>« 6.21 – L'exploitant doit s'assurer d'une bonne maintenance des matériels de sécurité et de lutte contre l'incendie (exutoires, systèmes de détection et d'extinction, portes coupe-feu, colonne sèche notamment) ainsi que les installations électriques et de chauffage. Les vérifications périodiques de ces matériels doivent être inscrites sur un registre. »</p> <p>Extrait du rapport relatif à la visite du 15/09/2016</p> <p>« Le document Q1 relatif à la vérification semestrielle effectuée par la société TPI, le 06/08/2016 a été consulté.</p> <p>Son examen met en évidence dans son paragraphe VIII des points de non-conformité susceptibles de mettre en échec la protection sprinkler, dont l'exploitant n'a pu nous garantir qu'ils aient été levés.</p> <p>L'exploitant devra communiquer à l'inspection tous les éléments démontrant la prise en compte des observations, et en particulier vis-à-vis des non-conformités 2010 et 2013 (...) »</p> <p>[actions correctives] : « vérifier que les non-conformités mises en évidence par la société TPI sur le document Q1 du 02/03/2016 ont été levées, afin de ne pas contrecarrer le bon fonctionnement du système d'extinction automatique »</p>
Constats : <p><u>Constat du 10/03/2022 :</u></p> <p>« Par courrier du 14/11/2016, l'exploitant donne des éléments sur le sujet de la Cellule OXADIS « présence de bacs ouverts sur le dessus, d'algécos et de plate-formes ». Les éléments de réponse contenus dans le courrier Vilmorin-Jardin du 25/10/2016, ne permettent pas en l'état de solder cet écart. En effet, les actions correctives envisagées sont soumises à une validation effective (dispositif KARDEX) voire à une validation financière (mise en place de caillebotis). Il faut donc avancer sur la résolution de cet écart et dans tous les cas, les dispositions arrêtées (dispositif KARDEX et caillebotis) devront être validées par TPI. Lors de la visite du 10/03/2022, l'inspection a constaté que ce sujet n'a pas évolué : le rapport de vérification semestrielle de BUREAU VERITAS du 21/01/2022 indique que le système de sprinklage peut être mis en échec car des zones ne sont pas protégées (bureaux de quais en algécos, zone de production sous mezzanine, zone maintenance...) dans les cellules du locataire Vilmorin. »</p> <p><u>Constat du 31/07/2023 :</u></p> <p>Le représentant de l'exploitant a transmis, par divers courriels transmis à l'inspection des installations classées entre mai 2022 et juillet 2023, différents justificatifs de mise en conformité en réponse aux constats réalisés à l'occasion de la visite du 10/03/2022.</p> <p>Concernant le système d'extinction automatique, un plan de mise en conformité a été présenté, avec une échéance de mise en conformité supérieure à celle fixée par l'arrêté de mise en demeure, au regard de l'importance des travaux engagés (protection de différents bungalows, d'un nouveau local maintenance et de mezzanines). Ce report a fait l'objet d'un accord par courriel de l'inspection des installations classées.</p>

<p>Lors de la visite, l'inspection a constaté la mise en place de systèmes d'extinction automatique de type sprinkleur sur les parties du site concernées par le plan d'actions présenté, en réponse aux écarts relevés.</p> <p>L'exploitant a ensuite transmis par courriel du 29/08/2023 le compte-rendu « Q1 » de vérification semestrielle réalisée le même jour que la visite d'inspection (le 31/07/2023).</p> <p>Cette vérification permet de lever formellement les écarts précédemment relevés pouvant mettre en échec le système d'extinction automatique du site.</p> <p>Néanmoins, ce rapport met en évidence 3 nouvelles non-conformités qu'il convient de lever dans les meilleurs délais (avec risque de mise en échec), ainsi que deux autres non conformités à lever (sans risque de mise en échec).</p> <p>L'inspection considère que l'arrêté de mise en demeure du 09/05/2022 a été suivi d'effet, dans la mesure où les nouvelles non-conformités relevées le 31/07/2023 n'étaient pas identifiées lors de la rédaction de l'arrêté.</p> <p>Pour autant, les nouvelles non-conformités sont à lever dans les meilleurs délais. Pour des raisons pratiques de suivi de cet écart, un point de contrôle complémentaire est créé ci-dessous, portant également sur le système d'extinction automatique, afin de suivre sa mise en conformité vis-à-vis des nouveaux écarts relevés dans le rapport Q1 transmis le 29/08/2023.</p>
Type de suites proposées : Sans suite administrative
Proposition de suites : Sans objet

N° 6 : Maintenance du système d'extinction automatique

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 25/10/2013, article 6.21 de l'annexe
Thème(s) : Risques accidentels, Moyens d'intervention
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>« 6.21 – L'exploitant doit s'assurer d'une bonne maintenance des matériels de sécurité et de lutte contre l'incendie (exutoires, systèmes de détection et d'extinction, portes coupe-feu, colonne sèche notamment) ainsi que les installations électriques et de chauffage. Les vérifications périodiques de ces matériels doivent être inscrites sur un registre. »</p>
<p>Constats :</p> <p>Comme précisé au point de contrôle n°5 ci-avant, l'exploitant a transmis un nouveau compte-rendu « Q1 » de vérification semestrielle du système d'extinction automatique du site.</p> <p>Ce rapport met en évidence trois nouvelles non-conformités qu'il convient de lever dans les meilleurs délais (avec risque de mise en échec), ainsi que deux autres non-conformités (sans risque de mise en échec).</p> <p>Non-conformité n°1 : Des non-conformités ont été relevées à l'occasion du dernier contrôle semestriel du système d'extinction automatique de l'établissement, susceptibles de mettre en échec le système. L'exploitant transmet sous 1 mois un calendrier de mise en conformité de l'installation en justifiant les échéances associées, pour ce qui concerne prioritairement les écarts pouvant mettre en échec le système d'extinction, ainsi que les deux autres écarts relevés dans le dernier compte-rendu «de vérification semestrielle (rapport « Q1 »).</p>
Type de suites proposées : Avec suites administratives
Proposition de suites : Lettre de suite
Proposition de délais : 1 mois